



Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Public Works and
Government Services
Canada

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage , Phase III

Core 0A1 / Noyau 0A1

Gatineau, Québec K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**LETTER OF INTEREST
LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution
Science Procurement Directorate/Direction de
l'acquisition
de travaux scientifiques
11C1, Phase III
Place du Portage
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title-Sujet ANALYSE DES RÉSIDUS	
Solicitation No. - N° de l'invitation 39903-150123/A	Date 17 novembre 2014
Client Reference No. - N° de référence du client 39903-150123	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG	
File No. - N° de dossier 052ss.39903-150123	CCC No./N° CC - FMS NO. / N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 2:00 PM on - le 2014-11-27	Time Zone Fuseau horaire Heure normale de l'Est
F.O.B. - F.A.B Plant-Usine : <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Brooke Taylor	Buyer Id - Id de l'acheteur 052ss
Telephone No. - N° de téléphone 819-956-1674	FAX No. - N° de FAX 819-997-2229
Destination of Goods, Services and Construction: Destinations des biens, services et construction : Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions : See Herein

Instructions : Voir au présent

Delivery Required - Livraison exigée See Herein - Voir au présent	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de telephone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation
39903-150123/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
39903-150123

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
052ss. 39903-150123

Buyer ID - Id de l'acheteur
052ss
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

LETTRE D'INTÉRÊT

TITRE: L'analyse de résidus chimiques dans et sur des produits alimentaires

TABLE DES MATIÈRES

1. Objet
2. Contexte
3. Exigences
4. Stratégie d'acquisition
5. Rencontres individuelles
6. Examen de la lettre d'intérêt
7. Absence d'obligation
8. Date de clôture
9. Responsable de l'offre à commandes

Pièces jointes:

Pièce jointe 1 – Entente de participation aux règles d'engagement

Pièce jointe 2 – Questions de mobilisation de l'industrie

1. OBJET

La présente lettre d'intérêt (LI) vise à recueillir des renseignements auprès de l'industrie sur son intérêt à assurer les services de laboratoire en vue du dépistage de résidus chimiques dans ou sur les produits alimentaires pour le compte de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), et sur les capacités dont elle dispose pour s'en acquitter. Elle vise aussi à permettre à l'industrie de donner son point de vue sur la stratégie d'acquisition.

2. CONTEXTE

Créé en 1978, le Programme national de surveillance des résidus chimiques (PNSRC) vise à maintenir la confiance des consommateurs à l'égard de la salubrité des aliments en fournissant des données à jour sur les concentrations de résidus chimiques dans les aliments. Les données recueillies sont évaluées afin de déterminer les risques immédiats et à long terme pour les consommateurs. L'identification de produits qui contreviennent aux normes canadiennes permet à l'ACIA d'effectuer des interventions dirigées et des inspections de suivi chez les producteurs afin d'assurer la conformité. Santé Canada se sert des données recueillies pour établir de nouvelles normes et déterminer si les normes existantes sont appropriées.

Le PNSRC consiste en un plan (et calendrier) d'échantillonnage statistique aléatoire, le Plan d'échantillonnage annuel (voir la section « Responsabilité du Canada » plus bas), qui est établi par la Division de la salubrité des aliments de l'ACIA. Les ressources d'échantillonnage et d'analyse sont attribuées en fonction du risque. Ainsi, les aliments consommés en grande quantité au Canada ainsi que les aliments les plus contaminés, ou ceux contaminés par des produits plus toxiques, sont échantillonnés et analysés en plus grands nombres. Les aliments qui présentent un moindre risque sont échantillonnés moins fréquemment et ne sont pas nécessairement inclus dans le programme de surveillance chaque année. Le calendrier d'échantillonnage indique au personnel d'inspection de l'ACIA la date et le lieu où un échantillon doit être prélevé, ainsi que le laboratoire accrédité à qui l'envoyer pour analyse.

Les données d'analyse des résidus sont essentielles pour assurer la salubrité des aliments et elles aident à maintenir l'acceptabilité des aliments produits au Canada sur le marché international. À cette fin, les plans d'échantillonnage et les résultats des analyses sont communiqués chaque année aux autorités des pays qui importent des produits canadiens. Le PNSRC exige que les aliments importés et les aliments canadiens soient analysés et qu'ils se conforment aux mêmes normes élevées.

3. EXIGENCES

Pour la prestation de services de laboratoire pour le dépistage de résidus chimiques de contaminants dans les aliments, les cultures et les tissus d'animaux destinés à l'alimentation pour l'ACIA. Le dépistage est requis pour six groupes alimentaires : les produits laitiers, les œufs, le miel, la viande, les fruits et les légumes frais et les aliments transformés. Le dépistage doit être effectué en conformité avec les méthodes d'analyse et les procédures d'exploitation uniformisées accréditées par le Conseil canadien des normes dans le domaine de spécialité de programme pour les produits agricoles et alimentaires ou par la Canadian Association for Laboratory Accreditation. Ces services doivent être offerts sur demande au moyen de commandes subséquentes émises par l'ACIA en fonction des OCIN autorisées.

4. STRATÉGIE D'ACQUISITION

Il se pourrait que le Canada publie une demande d'offre à commandes (DOC) concurrentielle sur les travaux requis. Sur demande auprès du responsable de l'offre à commandes, la présente lettre d'intérêt sera accompagnée de l'ébauche de la DOC.

À la suite du processus de DOC, on prévoit attribuer plusieurs offres à commandes pour une période de trois (3) ans, qui pourront être prolongées pour deux (2) périodes de deux (2) ans chacune.

5. RENCONTRES INDIVIDUELLES

Le Canada prévoit organiser des rencontres individuelles avec les personnes intéressées dans la région d'Ottawa entre le 3 et le 4 décembre. Les rencontres donneront l'occasion aux personnes intéressées de poser des questions en lien avec la présente LI et de fournir des commentaires ainsi que des suggestions par rapport à l'ébauche de la DOC. Les règles d'engagement, les questions sur la participation de l'industrie et l'ébauche de la DOC ont été jointes à la présente LI; les personnes intéressées peuvent ainsi examiner ces documents et préparer des commentaires et des recommandations par écrit, de manière à faciliter le processus de consultation pendant les rencontres individuelles. L'entente de participation aux règles d'engagement est figure à la Pièce jointe 1 et les questions sur la participation de l'industrie figurent à la Pièce jointe 2.

Le Canada analysera les commentaires de l'industrie, en fera le résumé et diffusera les réponses au moyen de son service électronique d'appels d'offres du gouvernement, le site achatsetventes.gc.ca.

Les personnes intéressées devraient communiquer avec la responsable de l'offre à commandes de TPSGC aux coordonnées indiquées aux présentes, en soumettant une entente de participation aux règles d'engagement dûment signée, ainsi qu'une réponse aux questions sur la participation de l'industrie au plus tard **le 27 novembre 2014**. Une fois qu'elle aura reçu toutes les réponses à la LI, la responsable de l'offre à commandes enverra une invitation officielle à toutes les personnes intéressées. La participation aux réunions individuelles n'est pas nécessaire pour répondre à toute DOC subséquente.

6. EXAMEN DE LA LETTRE D'INTÉRÊT

Le Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires, aux fins de précision, au cours de l'examen des réponses à la présente lettre d'intérêt, et (ou) d'envisager une modification subséquente de la réponse formulée par un répondant.

Aucun paiement ne sera versé à l'égard des frais que le soumissionnaire aura engagés pour préparer et présenter sa réponse à la présente lettre d'intérêt. Le soumissionnaire assumera seul les frais engagés pour préparer et présenter sa réponse, ainsi que les frais liés à l'évaluation de ladite réponse.

7. ABSENCE D'OBLIGATION

La publication de la présente lettre d'intérêt n'oblige pas le Canada à lancer un appel d'offres subséquent et ne l'engage pas, juridiquement ou de toute autre façon, à conclure une entente quelconque ou à accepter les suggestions présentées.

Le processus de consultation de l'industrie n'est pas un appel d'offres, et aucun contrat ne s'ensuivra.

Les répondants potentiels sont avisés que toute information transmise au Canada en réponse au processus de consultation de l'industrie pourra servir au Canada pour l'élaboration d'une DOC concurrentielle. En revanche, le gouvernement n'est pas tenu de donner suite à quelque déclaration d'intérêt, ni d'en tenir compte dans aucun document connexe, notamment une DOC.

8. DATE DE CLÔTURE

Les réponses à la présente lettre d'intérêt doivent être envoyées directement à l'autorité contractante au plus tard le 27 novembre 2014.

Solicitation No. - N° de l'invitation
39903-150123/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
39903-150123

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier
052ss. 39903-150123

Buyer ID - Id de l'acheteur
052ss
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

9. RESPONSABLE DE L'OFFRE À COMMANDES

Toutes les demandes de renseignements et autres communications liées à la présente demande de renseignements doivent être adressées au responsable de l'offre à commandes:

Brooke Taylor
Chef d'équipe d'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction de L'approvisionnement en Travaux Scientifiques
11C1, Phase III
Place du Portage
11, rue Laurier
Gatineau, Québec
K1A 0S5

Téléphone: (819) 956-1674
Télécopieur: (819) 997-2229
Courriel: Brooke.Taylor@tpsgc.pwgsc.gc.ca

PIÈCE JOINTE 1

ENTENTE DE PARTICIPATION AUX RÈGLES D'ENGAGEMENT

Un des principes fondamentaux de la consultation auprès de l'industrie est qu'elle est réalisée avec le plus haut degré d'impartialité et d'équité entre toutes les parties. Aucune personne ou organisation ne peut jouir ou paraître avoir joui d'un avantage inusité ou injuste par rapport aux autres.

MODALITÉS

Les modalités qui suivent s'appliquent au processus consultatif. Afin d'encourager un dialogue ouvert, les participants conviennent de ce qui suit :

- a. Ils doivent discuter des différents points de vue concernant le projet et fournir des solutions positives aux problèmes soulevés. Tous les participants doivent avoir l'occasion de faire part de leurs idées et suggestions.
- b. Ils NE doivent PAS révéler aux MÉDIAS et aux JOURNAUX des renseignements concernant le projet pendant que le processus de consultation est en cours. Toutes les questions des médias doivent être transmises au Bureau des relations avec les médias de TPSGC, au 819-956-2313.
- c. Les médias ne peuvent pas participer aux rencontres individuelles.
- d. Tout au long du processus de consultation de l'industrie, l'ensemble des questions de l'industrie, des échanges d'information et de la rétroaction de l'industrie doit être fourni par écrit au responsable de l'offre à commandes. En vertu et sous réserve de la *Loi sur l'accès à l'information*, L.R., 1985, ch. A-1 et de toute autre exigence législative ou loi, tous les renseignements de tiers fournis par un participant et désignés clairement comme « exclusifs » ne seront ni communiqués ni divulgués.
- e. Le Canada n'a aucune obligation de publier une DOC ou de négocier un quelconque offre à commandes pour toute phase du projet.
- f. S'il publie une DOC, le Canada doit en établir, à son gré, toutes les modalités.
- g. Les renseignements recueillis auprès de l'industrie seront résumés et communiqués à tous les participants.
- h. Le Canada ne remboursera pas les frais engagés par toute personne ou entreprise pour participer au processus de consultation.
- i. La participation au présent processus de consultation de l'industrie ne sera pas obligatoire pour toute DOC subséquente. Aucun groupe ne sera exclu d'une DOC subséquente sous prétexte qu'il n'est pas un participant.
- j. Une ébauche de la DOC sera offerte à l'industrie.
- k. À tout moment au cours du présent processus, le participant peut signifier au responsable de l'offre à commandes qu'il ne souhaite plus prendre part au processus de consultation de l'industrie. Dès que le responsable de l'offre à commandes aura reçu l'avis du participant, celui-ci ne sera plus inscrit aux rencontres individuelles.

- l. Si les participants refusent ou omettent de signer les règles d'engagement, ils seront exclus des rencontres individuelles et du processus d'examen de la version définitive de la DP. À cet égard, le présent accord d'engagement de l'industrie doit être signé par un agent dûment autorisé du participant.
- m. Au plus deux (2) représentants de l'entreprise pourront assister à la séance en tout temps en raison de l'espace restreint.
- n. Le processus de règlement des différends qui devra être suivi en cas de conflit pendant le processus de consultation est décrit dans les paragraphes qui suivent :

Processus de règlement des différends

- 1- Dans le cadre de discussions officieuses et de négociations de bonne foi, chaque partie doit faire tous les efforts raisonnables pour régler les différends et les réclamations ou pour mettre fin à des controverses découlant de cet engagement, ou qui sont liés d'une quelconque façon à celui-ci.
- 2- Tout différend entre les parties découlant du présent processus, ou lié d'une quelconque façon à celui-ci, doit être réglé en suivant le processus décrit ci-dessous :
 - a. Tout différend doit d'abord être soumis au représentant du participant et au gestionnaire de TPSGC responsable de la participation de l'industrie. Les parties auront trois jours ouvrables pour régler le différend.
 - b. Dans le cas où les représentants des parties précisées au paragraphe 2a) ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, celui-ci doit être soumis au directeur de projet du participant et au directeur principal de TPSGC de la division responsable de la gestion de la participation de l'industrie. Les parties auront trois jours ouvrables pour régler le différend.
 - c. Si les représentants des parties indiqués au paragraphe 2b) ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, celui-ci doit être communiqué au président du participant et au directeur général de TPSGC, qui disposeront de trois jours ouvrables pour régler le différend.
 - d. Si les représentants des parties indiqués au paragraphe 2c) ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, celui-ci doit être communiqué au président-directeur général du participant et au sous-ministre adjoint de TPSGC, Direction générale des approvisionnements, qui disposeront de dix jours ouvrables pour régler le différend.
 - e. Si les représentants des parties précisées au paragraphe 2d) ci-dessus ne sont pas en mesure de régler le différend, le responsable de l'offre à commandes a cinq jours ouvrables pour rendre une décision par écrit. Cette décision doit comprendre une description détaillée du différend et les motifs de la décision. Le responsable de l'offre à commandes devra en remettre une copie signée au participant.

Solicitation No. - N° de l'invitation
39903-150123/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client
39903-150123

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier
052ss. 39903-150123

Buyer ID - Id de l'acheteur
052ss
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

En signant ce document, le participant déclare avoir les pleins pouvoirs pour lier l'entreprise mentionnée ci-dessous et accepter en son nom et au nom de l'entreprise d'être lié aux modalités énoncées dans le présent document.

Nom de l'entreprise (en caractères d'imprimerie) : _____

Nom du représentant (en caractères d'imprimerie) : _____

Titre ou poste (en caractères d'imprimerie) : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

Signature : _____
(J'ai le pouvoir de lier l'entreprise.)

Date : _____

PIÈCE JOINTE 2

QUESTIONS SUR LA PARTICIPATION DE L'INDUSTRIE

Les questions contenues dans les sections suivantes visent à obtenir de la rétroaction d'intérêt pour le Canada et à aider les représentants de l'industrie à se préparer à la Journée de l'industrie. Nous ne nous attendons pas à obtenir une réponse pour chaque question ni à ce que les questions ou les sujets de discussion mentionnés soient les seuls abordés.

Les répondants sont encouragés à répondre aux questions sur la participation de l'industrie en format électronique (MS Word ou Adobe PDF de préférence, dans la mesure où la fonction de copier-coller et d'impression du texte n'est pas compromise de quelque façon que ce soit) au plus tard à la date de clôture indiquée dans la lettre d'intérêt ou lorsqu'ils s'inscrivent à la Journée de l'industrie, ou peu de temps après, selon ce qui sera demandé par le Canada.

Response Format

Le nom du répondant, de son entreprise, son adresse ainsi que ses coordonnées et le numéro de la LI devraient être clairement visibles sur la réponse.

Les réponses doivent être soumises par courriel à la responsable de l'offre à commandes, à l'adresse : brooke.taylor@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

La présentation de matériel promotionnel général est déconseillée, à moins qu'il ne renferme des renseignements d'intérêt. Dans ce cas, prière d'ajouter un renvoi au document promotionnel en question à l'endroit approprié dans la lettre d'intérêt.

Le Canada n'acceptera aucune présentation verbale.

Les réponses ne seront pas retournées.

Le nombre de pages de votre réponse n'est pas limité. Toutefois, la longueur de votre document ne devrait pas dépasser 5 pages en format lettre, imprimées recto verso.

Langue des réponses

Les réponses peuvent être fournies en français ou en anglais, au choix du répondant.

Paramètres des réponses

On rappelle aux répondants que la présente est une lettre d'intérêt et non une DOC et que, de ce fait, ils ne devraient pas hésiter à faire part de leurs commentaires et de leurs préoccupations dans leur réponse.

Le Canada se réserve le droit de demander des éclaircissements à un répondant concernant les renseignements fournis en réponse à la présente lettre d'intérêt, que ce soit par téléphone, par écrit ou en personne.

Confidentialité

Les répondants sont priés de bien indiquer les éléments de leur réponse qui sont à caractère confidentiel ou exclusif. La réponse de chaque répondant demeurera confidentielle. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la

demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Le Canada peut réviser les questions ou peut demander au répondant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à toutes les parties intéressées.

SECTION 1 : RÉSUMÉ DES EXIGENCES ADMINISTRATIVES

1. Indiquez votre dénomination sociale et numéro d'approvisionnement – entreprise, selon le cas.
2. Veuillez indiquer votre intérêt à participer aux séances individuelles s'y rattachant.
3. Conformément à la pièce jointe 1, veuillez fournir une copie signée de l'Entente de participation aux règles d'engagement.
4. Indiquez si votre entreprise est un laboratoire ou si vous êtes propriétaire d'un laboratoire agréé par le Conseil canadien des normes ou la Canadian Association for Laboratory Accreditation (association canadienne d'accréditation des laboratoires).

SECTION 2: EXIGENCES

1. Veuillez formuler un énoncé sur votre capacité à satisfaire aux exigences.
2. Y a-t-il des aspects de l'Énoncé des besoins qui ne sont pas clairs?
3. Serait-il avantageux pour les offrants que l'ébauche de la DOC comprenne un processus selon lequel un petit nombre d'analyses pourraient être ajoutées aux offres à commandes avant l'entrée en vigueur des périodes de prolongation facultatives (plutôt que de relancer le processus de DOC)? Le processus proposé, qui est décrit à la partie 7, article 1.2 de l'ébauche de la demande d'offres à commandes vous semble-t-il juste et équitable pour les fournisseurs? Quel autre processus juste et équitable proposeriez-vous?

SECTION 3: EVALUATION and BASIS OF SELECTION

1. Le Canada énonce-t-il clairement la façon dont il entend évaluer les offres?
2. La méthode de sélection semble-t-elle équitable et raisonnable? S'agit-il d'une approche judicieuse?
3. Faites des suggestions qui, selon vous, permettraient d'améliorer la méthode et les critères d'évaluation et de sélection de l'offrant.

SECTION 4: BASIS of PAYMENT

1. Avez-vous d'autres commentaires à formuler sur la Base de paiement et la Méthode de paiement? Est-ce que la Base de paiement proposée est convenable?
2. Est-il préférable de proposer un taux pondéré pour la période initiale de trois ans ou des taux annuels pour chacune des trois années?

SECTION 5: OTHER

1. Veuillez indiquer toute autre question, préoccupation ou recommandation qui n'a pas été mentionnée.